



Urgence sanitaire

Une situation anxiogène toujours d'actualité malgré l'allègement des modalités de confinement.

A l'occasion des dernières réunions GPSC, les OS représentatives au CRNA O n'ont eu de cesse de rappeler à l'administration que nous étions de nouveau en état d'urgence sanitaire depuis le 17 octobre et qu'il était impératif de mettre en place de nouvelles mesures pour faire face à la situation sanitaire... Dans cette optique, nous avons demandé à ce que le service privilégie le télétravail au maximum là où cela était possible .

Nous avons aussi demandé à ce qu'un maximum de formations puissent être faites en distanciel. Néanmoins, là où le distanciel/télétravail n'était pas possible, un accord agent /service a été trouvé. Pour la plupart de ces revendications, nos demandes ont été entendues.

Et c'est toujours avec ce même objectif que les sections locales de l'USAC CGT, du SPAC CFDT et de l'UNSA ICNA ont proposé pour les opérationnels que sont les ICNA en salle de contrôle, un tour de service limitant à 5 le nombre de déplacements sur site sur 12 jours du cycle afin de diminuer de manière significative le nombre de PCs amenés à se croiser sur leur lieu de travail.

A l'heure actuelle, cette proposition n'a reçu de la part de l'administration aucune once d'attention ni d'ailleurs, et c'est plus surprenant, le soutien de la section locale du SNCTA qui pourtant milite très activement pour éviter la propagation du virus et ce afin de protéger la santé de chacun.

Les sections locales de l'USAC CGT, du SPAC CFDT et de l'UNSA ICNA le répètent : il n'y a qu'une seule urgence actuellement et elle est sanitaire ! Il faut absolument se donner tous les moyens d'éviter que le virus ne se propage tout en gardant bien en tête que, même si l'urgence sanitaire s'arrête le 16 février, le virus ne disparaîtra pas le 17 février !

Il est urgent que l'administration prenne conscience de ce fait en y intégrant bien cette persistante menace de propagation du virus. C'est pourquoi les sections locales de l'USAC CGT, du SPAC CFDT et de l'UNSA ICNA lui demandent de reconsidérer cette proposition d'un TDS 5j/12 en la mandatant également pour la porter à l'échelon de la Direction des Opérations.

Il paraîtrait complètement incompréhensible à de nombreux agents de la salle de contrôle qui continuent d'assurer leur mission de service public que cette alternative ne soit prise en considération à la hauteur qui s'impose dans le contexte actuel, considérant que cela permettrait de réduire les risques de contamination d'au minimum 16% .